

## LA CHINE PEUT-ELLE ENCORE S'EFFONDRE ?

**L**A CHINE A TOUJOURS INSPIRÉ des prophéties aux diplomates et aux hommes d'affaires. La période actuelle ne déroge pas à la règle. Dans les chancelleries comme dans les milieux du commerce international, l'opinion majoritaire est que la Chine a largement les moyens de surmonter les difficultés liées à la succession de Deng Xiaoping, et que ce pays s'affirmera sans tarder comme l'un des plus puissants du monde. Ces prophéties légitiment des politiques en général très compréhensives envers Pékin et la priorité que nombre d'investisseurs affectent au marché chinois.

7

Pour quiconque fait profession d'étudier la politique et la société chinoises, il n'est pas facile de répondre à ces prophéties. Tout d'abord, parce que le statut intellectuel des propos émis par des responsables publics n'est pas clair. Il n'exclut pas les variations ni ce que les Anglo-Saxons appellent des « pensées secondes ». Et il a une fonction très justifiable : contribuer à l'apaisement des esprits en Chine même.

Nombre de dirigeants occidentaux font en effet le calcul qu'une Chine en crise poserait à ses partenaires des problèmes considérables. Les uns seraient financiers et commerciaux : il ne faut pas oublier notamment que 175 milliards de dollars ont été investis en Chine, et que ce pays est la dixième puissance commerciale du monde. D'autres seraient politiques, et dans un premier temps frontaliers : la Chine n'a véritablement stabilisé ses relations avec aucun de ses voisins, et l'on peut aisément imaginer que celles-ci seraient rapidement affectées par l'éclatement de sérieux désordres sur le continent chinois. En particulier, la transition délicate qui s'ouvre à Hong Kong deviendrait plus difficile et l'irrédentisme taiwanais s'en trouverait renforcé. Enfin, plus

généralement, une grave crise intérieure en Chine provoquerait un vide de pouvoir qui mettrait en danger le fragile ordre politique de l'Asie orientale et qui poserait de graves problèmes (peut-être même de type humanitaire) à la communauté mondiale. Pour toutes ces raisons, une crise intérieure et *a fortiori* un effondrement de la Chine ne doivent pas être envisagés à la légère, et l'on comprend que nos acteurs publics s'emploient à en conjurer le danger, voire pour cela à le nier.

## UNE TRANSITION IMPRÉVISIBLE

8

Pour un chercheur, la plus grande difficulté réside dans l'évolution énigmatique du savoir sur la Chine populaire. Certes, nous savons beaucoup plus de choses qu'autrefois. A l'époque de la mort de Mao manquaient nombre de connaissances de base sur l'économie et la société. Elles sont disponibles aujourd'hui, avec les faits secondaires et beaucoup de détails utiles. Pour autant, ces connaissances sont trop récentes pour autoriser des prévisions solides sur le moyen terme de l'économie chinoise (qui dépend aussi, il est vrai, de facteurs externes) et plus encore sur les réactions éventuelles d'un corps social immense, fragmenté et traversé de tensions contradictoires, en situation de crise politique : il est de ce point de vue significatif que les événements du printemps 1989 aient surpris la plupart des observateurs. En outre, notre connaissance de la politique chinoise n'a, elle, guère progressé. Grâce aux mémoires, aux documents et autres révélations publiées *a posteriori*, le système de pouvoir maoïste nous est aujourd'hui mieux connu que celui de Deng Xiaoping et Jiang Zemin depuis juin 1989. Il nous manque donc l'équivalent de l'intuition qui avait permis aux meilleurs observateurs, en 1976-1978, de comprendre que l'élite politique chinoise était prête à basculer vers un programme modernisateur. Que pensent Jiang Zemin et ses principaux adjoints ? Dans quel secteur politico-bureaucratique se trouvent les personnalités qui progresseront dans l'appareil ? Nous ne le savons pas.

Surtout, il existe un grand doute sur la nature même de ce qu'il faut connaître. Au lendemain de la mort de Mao, l'affaire était claire : ce qu'il fallait connaître, c'était d'abord le rapport des forces à l'intérieur de la haute direction, et ensuite la tendance des rares bourgeois d'opinion publique (cadres moyens et inférieurs, la jeunesse étudiante, le petit peuple de quelques grandes villes). Aujourd'hui, tout s'est compliqué. De nombreux segments de la population, et même à certains moments une partie de la paysannerie, peuvent faire entendre leur voix. Les cli-

vages se sont également multipliés. L'opposition n'est plus seulement, comme en 1976-1978, entre partisans et adversaires de la modernisation économique. Aux clivages politiques globaux s'ajoutent désormais des divisions catégorielles, professionnelles ou géographiques, ou des désaccords concernant les choix éthiques et la balance à maintenir entre la symbolique néomoraliste présentée comme « chinoise » et l'image de décadence morale attachée à l'Occident. D'autres clivages plus politiques concernent le degré souhaité d'ouverture économique et d'affirmation nationale. Tous ces clivages se mélangent dans des proportions parfois surprenantes pour un observateur occidental. Comme on peut s'y attendre, beaucoup de cadres adoptent des positions à la fois moralistes et nationalistes. Mais on trouve aussi de plus en plus d'anciens dissidents de 1989 qui, tout en affichant un style de vie « moderne », se montrent partisans d'une affirmation nationale vigoureuse face à l'Occident. Il est aussi des petits cadres de provinces périphériques encore retardataires qui se montrent partisans d'une ouverture plus large sur l'extérieur, parce qu'ils en attendent d'importants bénéfiques matériels.

9

Par-dessus tout, l'appareil politico-administratif s'est considérablement distendu, mais d'une façon souvent mal connue. Dans quelle mesure la décentralisation altère-t-elle le pouvoir de l'État central ? Tous les grands dossiers économiques – par exemple ceux de la fiscalité et des grands travaux d'infrastructure – font apparaître à la fois que le problème est beaucoup plus grave qu'à l'époque de Mao, et sans doute aussi un peu plus grave qu'avant 1989, mais aussi que le pouvoir central ne reste pas inerte, et qu'il excelle à manœuvrer pour réduire les incartades des provinces. En outre, les relations plus étroites entre les différents pouvoirs et la population accroissent l'influence de l'opinion publique sur les petites décisions. Dans quelle mesure cette influence peut-elle s'étendre aux grandes questions nationales ?

En d'autres termes, malgré l'extension considérable de nos « petits savoirs », nous ne savons pas vraiment de quels mécanismes va dépendre la formation du futur proche de la Chine. Seules quelques banalités peuvent être répétées, qui n'apportent pas de solution au problème posé : par exemple que les plus hauts dirigeants sont divisés (mais jusqu'à quel point ?), qu'une crise politique ouverte faciliterait l'apparition d'une crise sociale (mais de quelle ampleur ?) et que celle-ci pourrait à son tour faciliter l'aggravation de la crise politique (mais peut-être aussi son interruption ?). Il faut s'y résigner : plus encore que la Russie de Eltsine, la Chine actuelle a pour particularité extraordinaire d'entrer dans un processus de transition à la fois décisif et imprévisible.

Imprévisible, mais aussi incertain. Contrairement à ce que veulent faire croire nombre de responsables occidentaux, l'éventail des potentialités que recèle la Chine actuelle est extrêmement large. Plus exactement, il existe deux éventails. Le premier, idéologique, décrit les différentes solutions en présence. Par rapport à 1976-1978, cet éventail s'est un peu rétréci et, plus nettement encore, déplacé. Ce qui était en cause alors, c'était le choix entre une forme ou une autre de fidélité à l'héritage de Mao Zedong et un compromis maîtrisé avec l'Occident et l'Asie capitaliste – solution que Deng Xiaoping a imposée et mise en œuvre. Aujourd'hui, le maoïsme n'est plus qu'une légende – noire ou dorée. Le choix est entre une sorte de denguisme consolidé et limité, conduit par Jiang Zemin avec l'aval de la vieille garde conservatrice, et un compromis aux définitions floues avec les autoritarismes à la fois institutionnalisés et capitalistes d'Asie – car l'idéal démocratique, compromis par son échec, ne constitue plus pour le présent qu'une référence minoritaire. On peut douter que cette alternative soit complètement réaliste, puisque les mutations économiques et sociales prévisibles contraindront de toute façon les dirigeants futurs, quels qu'ils soient, à inventer des solutions nouvelles. Mais elle paraît constituer aujourd'hui la seule structuration possible d'un champ idéologique dont sont exclus, par nécessité, les deux extrêmes maoïste et démocratique.

Le deuxième éventail des possibilités est celui qui intéresse le plus directement les partenaires extérieurs de la Chine : il concerne le degré de puissance et de « rationalité » future du pouvoir politique chinois.

## L'OBSESSION CHINOISE DU CHAOS

Il est intéressant de remarquer que cette inquiétude sur la puissance et la rationalité n'est pas seulement le fait des observateurs extérieurs. Les dirigeants chinois eux-mêmes y sont très sensibles. Par atavisme, bien sûr : la crainte du désordre (*luan*) est séculaire chez les responsables d'un pays immense et divers, dont la population se méfie traditionnellement du pouvoir, et qui sont eux-mêmes obsédés par l'idéal d'un ordre parfait. En outre, les dirigeants communistes connaissent bien le *luan*, parce qu'ils ont contribué à le fomenter durant les années vingt à quarante et en ont finalement profité pour s'imposer au pouvoir. Une fois parvenus aux commandes, ils ont toujours gardé à l'esprit la fragilité de leur situation, d'autant que leurs terribles erreurs économiques puis poli-

tiques leur ont bientôt aliéné une large part de la population. Aux responsables de la génération de Deng Xiaoping, cette obsession a toujours inspiré prudence et cruauté face à une population chinoise considérée comme capable à la fois du meilleur et du pire. C'est pour écarter le chaos que Deng a passé compromis avec le capitalisme depuis 1978, mais en maintenant la population chinoise sous contrôle. Et c'est parce qu'il l'assimilait à une force de désordre qu'il a écrasé de façon sanglante le mouvement du printemps 1989. Aujourd'hui encore, le langage officiel ne laisse guère de doutes sur le fait que ses héritiers ont souvent le sentiment de chevaucher une monture dangereuse, celle de la modernisation, qui menace en permanence de partir au galop, ou de se mettre au pas.

On pourrait aisément montrer que la psychologie du chaos imprègne aussi l'ensemble de la population pour des raisons qui tiennent à la fois à la culture héritée et à l'expérience historique du XX<sup>e</sup> siècle. Celui-ci, en effet, aura été perçu en Chine par la grande masse comme le siècle des espoirs déçus d'échapper aux catastrophes engendrées par l'agression occidentale – jusqu'à l'épisode actuel de modernisation, dont l'issue n'est pas encore claire. Durant tout ce siècle, la population chinoise aura montré une étonnante capacité à s'illusionner puis à désespérer, à s'emballer pour un pouvoir, pour une utopie, puis à s'en détacher : cette cyclothymie est en bonne partie l'effet du sentiment de l'urgence, de la catastrophe menaçante. L'excès parfois délirant avec lequel elle s'est engagée dans le capitalisme et l'ouverture économique vient probablement aussi dans une large mesure de la crainte du danger. Et c'est cette même peur du chaos qui explique que beaucoup, qui avaient d'abord applaudi au mouvement de 1989, se sont ensuite rangés du côté de Deng Xiaoping, et estiment aujourd'hui que Jiang Zemin, son héritier apparent, présente au moins l'avantage de ménager la stabilité.

Ainsi, l'obsession du chaos est d'ores et déjà une composante psychologique essentielle du paysage politique chinois. Pour autant, cette obsession est-elle justifiée ? La Chine est-elle encore menacée par une forme ou une autre de subsidence, voire d'effondrement ? La question comporte une importance conjoncturelle évidente, mais elle implique aussi une discussion intéressante sur l'importance historique de la politique denguiste. En effet, l'un des présupposés principaux de ses partisans est qu'en établissant de solides compromis tant avec le capitalisme étranger qu'avec l'histoire précommuniste chinoise elle a véritablement re-fondé l'État chinois sur des bases bien plus solides, et que le progrès économique obtenu grâce à cette refondation – un croît moyen de 9 %

du PNB chinois de 1979 à 1996 – a achevé d'évacuer de l'horizon l'hypothèse du désastre. Dans la réalité, la Chine n'aurait le choix qu'entre des variations sur un thème qui a pris valeur de fatalité, le mariage entre communisme et capitalisme.

12 Ce discours s'articule autour de deux arguments qui ne manquent pas de vraisemblance : le premier, que le compromis denguiste a éliminé à la fois la nécessité et la catastrophe de la transition postcommuniste ; et le second, qu'il a engagé décisivement l'économie et la société chinoises dans une logique de modernisation. Il s'appuie sur une comparaison plus ou moins explicite avec une Russie postcommuniste jugée incapable, elle, d'assimiler les effets de l'effondrement du communisme, et dont l'économie paraît encore prisonnière des ankyloses bureaucratiques et de l'influence des mafias. En conservant le pouvoir communiste pour changer l'économie, les dirigeants chinois auraient fait un bien meilleur pari que leurs collègues russes : leur autorité maintenue aurait permis le déchaînement des énergies économiques, et ainsi d'implanter en Chine le meilleur du capitalisme, l'esprit d'entreprise.

## LA FRAGMENTATION SOCIALE

Quand on y regarde de plus près, la réalité paraît cependant beaucoup moins simple et l'incertitude s'épaissit. En particulier, la question de savoir si le denguisme a évacué les risques de fracture inhérents à une transition brutale hors du communisme « politique » n'est pas complètement résolue. Tout d'abord, à cause de la personnalité très forte de Deng lui-même. Son autorité, ses relations, son expérience lui ont certes permis de faire admettre à l'appareil communiste une mutation que personne n'avait imaginée. En outre, surtout depuis la relance de l'ouverture en 1992, chaque mois, chaque année qui passent ont augmenté le nombre des jeunes cadres qui montaient dans l'appareil. Pour autant, ceux-ci sont-ils complètement libérés des problématiques idéologiques du passé ? C'est loin d'être sûr, d'autant que la stabilisation néoconservatrice opérée par Jiang Zemin, aussi capable qu'elle soit d'évoluer, a raffermi le credo idéologique du régime. Une dérive est certes sensible vers les thèses néo-autoritaires et moralistes défendues en Asie du Sud-Est. Mais elle est pour l'instant solidement encadrée par l'idéologie officielle. A l'inverse, on peut penser que les successeurs de Deng n'auront ni l'autorité ni la force de conviction nécessaires à l'entretien régulier de ce bloc idéologique qui seul peut entretenir le minimum de motivation et de discipline nécessaire à l'appareil du Parti.

Les successeurs de Deng pourraient donc se trouver dans l'incapacité de maîtriser le processus de fragmentation sociale qui est à l'œuvre depuis 1979 et, plus encore, depuis 1989. On a beaucoup opposé ce processus à celui qui travaille l'ex-Union soviétique et la Russie, en insistant à juste titre sur le fait que les dissidences ethniques sont plus faibles en Chine et sur le fait que le développement économique a doté le régime denguiste d'une légitimité supplémentaire. Cette dernière affirmation mérite réflexion parce qu'elle est centrale. Contrairement au régime maoïste, le régime denguiste a beaucoup fait pour les citoyens, notamment ceux des zones côtières dont le niveau de vie et le degré de liberté se sont immensément élevés. On estime couramment que 150 à 200 millions de citoyens sont entrés dans une société de consommation un peu fruste, mais dont les possibilités s'élargissent d'année en année. S'ils étaient « raisonnables », ils rechercheraient donc une continuité politique qui devrait les favoriser. Mais se comporteront-ils toujours en acteurs rationnels ? Ce n'est pas sûr. On se souvient qu'en 1989 de nombreux citoyens s'étaient rangés du côté des démocrates avant de choisir le camp du vainqueur.

13

Or, ce qui est en jeu, cette fois, ce n'est pas d'abord la démocratie, c'est plutôt la politique elle-même, c'est-à-dire la question de savoir si les citoyens vont prendre un parti quelconque. Car ils ont subi de plein fouet ce qui était le message central du massacre de juin 1989 : tout ira bien pour vous à la condition que vous ne vous mêliez pas de politique. Les citoyens ont obéi : c'est-à-dire qu'ils sont retournés à leur travail, et à leurs affaires. Ce découplage du politique et du social favorise un pouvoir solidement installé. Il affaiblit en revanche un pouvoir qui a besoin de prendre racine.

A plus long terme, l'évolution de la société chinoise est bien plus inquiétante car elle menace tout pouvoir central, quel qu'il soit. En effet, le relâchement du contrôle social et le développement de l'entreprise privée ont transformé en explosion le lent processus de fragmentation sociale qui s'était développé sous Mao Zedong. Cette explosion a été d'autant plus puissante que le champ social avait été auparavant comprimé par l'autorité politique. Le résultat a été que toutes les disciplines ont été affaiblies à l'exception d'une seule, l'interdiction de faire de la politique. Cette érosion des contraintes publiques a facilité le renforcement des cellules de base de la vie sociale – famille, quartier, village –, encore que celles-ci soient à leur tour de plus en plus menacées par la montée de l'individualisme.

C'est sans doute la solidité de ces cellules de base qui (comme dans l'Occident du XIX<sup>e</sup> siècle, et comme dans les pays voisins d'Asie orientale) permet à la société chinoise de supporter des mutations d'une rapidité et d'une intensité inouïes. Elle constitue l'un des plus sérieux arguments d'optimisme à propos de l'avenir du pays. En effet, ce qui se transmet dans ces cellules (et en particulier dans la famille) c'est de la solidarité – essentielle dans une période où l'économie chinoise ne peut pas financer un système complet d'assurance sociale. Et ce sont des vertus – ordre, moralité, goût de l'étude – dont la mise en pratique plus générale serait très bénéfique. Le problème est que ces vertus cèdent bien souvent à l'attrait de l'argent facile. Il est aussi que les liens sociaux horizontaux sont victimes de la fragmentation sociale. C'est la raison profonde de la décomposition de tout ce qui est solidarité nationale, sociale ou professionnelle. Pour le pouvoir central, l'avantage est que les nombreuses turbulences sont très ponctuelles et peuvent être réprimées une par une, voire opposées les unes aux autres. Il est aussi que les revendications localistes se fédèrent très difficilement au niveau provincial. Dans la mesure où elles disposent d'un puissant personnel administratif et du *know-how* nécessaire à la négociation avec le Centre, celles-ci ont gagné en pouvoir mais pas autant que les observateurs les plus pessimistes l'avaient prévu. Elles doivent elles-mêmes compter avec les irrédentismes et les indisciplines, et avec la rivalité des provinces voisines.

Le résultat de cette évolution est une gigantesque crise de l'État et de la citoyenneté. L'État n'a jamais été très puissant en Chine, contrairement à une opinion fort répandue à l'étranger. Sous sa forme moderne, c'est encore une idée neuve, car, en Chine comme dans le monde soviétique, le Parti communiste l'avait complètement absorbé à l'époque maoïste. C'est donc à l'époque où la retraite du Parti communiste lui libère plus d'espace qu'il se trouve confronté à une fragmentation sociale qui le prive d'autorité et de moyens d'action : le fait est, par exemple, que les services publics sont en voie de décomposition, et que l'appareil policier est totalement corrompu. Après avoir eu trop de Parti, la Chine, comme la Russie, n'a pas assez d'État.

On comprend, dès lors, que la citoyenneté demeure le plus souvent un concept creux. Qu'est-ce qu'être chinois ? La réponse traditionnelle demeure assez claire : être chinois, c'est adhérer à une sorte de code éthico-culturel. La Chine est encore, à n'en pas douter, un espace de civilisation. Mais un espace civique, un espace de citoyenneté ? Le pouvoir n'a rien fait sous Mao, et fort peu agi sous Deng, pour installer les

individus dans un rapport d'obligations mutuelles tant avec lui qu'avec leurs semblables. Il s'est contenté de compter d'abord sur la terreur, puis sur un mélange de peur et d'intérêt.

Le comportement de la population chinoise n'est donc à peu près prévisible que dans des circonstances où le pouvoir central reste fort. Si celui-ci vient à faiblir, l'évaporation de la terreur risque de laisser place à la divagation voire à la contradiction des intérêts et à la multiplication des violences, puisque les niveaux de médiation sont très rares. C'est d'ailleurs l'une des rares lois de l'histoire politique chinoise depuis 1949, que toutes les périodes de division politique au plus haut niveau ont abrité en même temps des troubles, soit limités (1957, 1960-1962, 1976-1978), soit massifs (1966-1969, 1989).

De cette discussion émergent donc deux conclusions liées. La première est que la transition qui s'amorce dépendra largement du degré de cohésion (au moins publique) de la direction de l'État (et donc aussi du Parti dans une mesure décisive). La seconde est que, dans une telle problématique, l'apparition d'un épisode de désordres prononcés n'a rien d'invraisemblable.

15

## LA CHINE EST-ELLE ARRIMÉE À LA MODERNISATION ?

Pour conjurer cette hypothèse, il existe un deuxième argument d'optimisme : la société chinoise serait enfin engagée corps et âme dans un véritable processus de modernisation qui fournirait au régime une légitimité de substitution et détournerait la population de céder à la logique des intérêts particuliers. Cette hypothèse ne manque pas d'attraits. On a vu récemment, à plusieurs reprises, les autorités chinoises donner la priorité à leurs intérêts économiques sur des tentations moins « raisonnables » : par exemple, quand, au printemps 1996, elles ont abandonné face à Taiwan leurs rodomontades militaires pour revenir à leur politique préalable de séduction économique.

Il faut pourtant y regarder de plus près. Et d'abord, opérer une distinction entre développement et modernisation. Grâce à la politique de Deng Xiaoping, la Chine actuelle est entrée dans la voie du développement économique. Dans un sens très particulier, qui était sans doute celui que Deng Xiaoping donnait en 1978 au concept de « modernisation » (*xiandaihua*), on peut dire que les moyens de la puissance chinoise (armement, grandes infrastructures) sont chaque année plus proches des normes « modernes », c'est-à-dire de celles des États les plus puissants du monde. Pour autant, le concept de « modernisation » ne signifie-t-il

pas également la possibilité pour une société de comprendre, de maîtriser, de réinventer la modernité ? C'est bien ainsi, en tout cas, que les intellectuels japonais et chinois, à la fin du siècle dernier, avaient compris le défi de la modernité. Et c'est bien cela que le Japon (et non la Chine) a réalisé depuis Meiji : traduire, apprendre, comprendre, reproduire, retravailler, affiner et modifier les modèles occidentaux.

16 La Chine de Deng Xiaoping a-t-elle réalisé un tel effort ? Sur ce point, il y a plus d'inquiétudes que de certitudes. A propos de l'appréhension intellectuelle de la modernité tout d'abord. Le pouvoir politique n'a assoupli que très lentement une distinction policière entre les techniques (qu'il fallait assimiler) et les idées (qu'il fallait rejeter en bloc). La mise à niveau a donc été tardive et incomplète dans les sciences sociales alors que, dans les sciences « dures », les meilleurs chercheurs se sont expatriés aux États-Unis. Le manque d'ingénieurs et de techniciens s'est en partie dissipé, mais ceux-ci reçoivent-ils tout le respect nécessaire des autorités ? A l'évidence, la situation varie énormément. Mais le pouvoir central continue à donner un bien mauvais exemple en entreprenant, sur le bassin supérieur du Yang Tsé, l'immense barrage des Trois Gorges que la majorité des spécialistes estiment trop coûteux et peut-être nuisible.

Le monde chinois n'a jamais manqué d'intelligence et de compétence, aujourd'hui moins que jamais. Ce qui fait problème, depuis un siècle et demi, ce n'est pas son aptitude à se saisir de tel ou tel aspect de la modernité, ou de la mettre en pratique dans telle ou telle localité étroite – que l'on pense au Shanghai des années trente, ou à Taiwan aujourd'hui. Ce qui a le plus souvent manqué, c'est une maîtrise intellectuelle complète de la modernité et la capacité de la réinventer à l'échelle du continent tout entier. Or ce que rapportent les hommes d'affaires étrangers installés en Chine est à ce propos inquiétant. Autour d'eux, ils découvrent de nombreuses habiletés : celles que les différents pouvoirs mettent en œuvre pour les ponctionner de toutes les façons ; la remarquable adaptabilité de la main-d'œuvre ; les petits savoirs précis et l'expérience des techniciens ; et l'aptitude des dirigeants à conserver le contrôle de processus économiques auxquels ils restent souvent extérieurs. Mais combien ont-ils rencontré de véritables ingénieurs généraux, de véritables entrepreneurs, d'authentiques planificateurs ?

Le déploiement global de l'industrie chinoise confirme les inquiétudes que suscite l'analyse microéconomique. Car enfin, le secteur industriel qui fonctionne le moins bien est le seul dont les autorités cen-

trales ont la maîtrise entière : le secteur nationalisé, qu'il faut maintenir sous perfusion. Le coût ? 40 % du budget de l'État. L'explication ? Ce secteur, dit-on, est prisonnier de ses origines bureaucratiques et des nécessités du plein emploi. Suffit-elle ? Ce n'est pas sûr, si on compare ce secteur avec d'autres secteurs d'État, dans les services et l'université par exemple, qui ont supporté quelques réformes réelles. L'explication ne se trouve-t-elle pas également dans le fait que les autorités chinoises ont toujours eu une grande difficulté à maîtriser complètement la modernisation industrielle ? Il est en tout cas significatif que les secteurs industriels qui progressent le plus vite aient pour particularité d'exonérer leurs responsables de la charge de la planification et de la gestion globale. Les industries rurales poussent, ainsi que l'on dit en Chine, « comme des bambous après la pluie » : dans un immense désordre, en fonction des matières premières, des capitaux et des débouchés disponibles. Mais, le plus souvent, elles ne relèvent que de la proto-industrie, voire de l'artisanat, et la « montée en gamme » technologique reste très lointaine, voire impensable. Le secteur où elle s'opère est bien différent : c'est celui des industries côtières inséminées par le capital et la technologie de l'étranger, contrôlées encore le plus souvent par des expatriés. Ces industries utilisent un sol et une main-d'œuvre bon marché, et aussi un encadrement moyen de qualité. Elles profitent au développement du pays, mais appartiennent-elles à l'État chinois ?

17

La comparaison s'impose avec les années vingt et trente, où les investissements étrangers avaient également enclenché un processus de développement sur les côtes et autour de certaines grandes villes. Celui des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est sans doute plus puissant tant par la masse des investissements que par le soutien que lui réservent les autorités chinoises, et il diffuse plus rapidement vers l'intérieur du continent. Pour autant, ce développement exogène a-t-il modifié de façon fondamentale le rapport d'extériorité que les Chinois entretiennent depuis un siècle et demi avec la modernité ?

A cette question, la réponse est paradoxalement moins aisée qu'il y a un demi-siècle, grâce à d'incontestables apports du communisme au pouvoir. Le premier apport est l'œuvre de Mao Zedong : c'est ce que l'on pourrait appeler la mise à niveau de la souveraineté chinoise. Renforcement militaire, cohésion politique, prétentions idéologiques et manœuvres diplomatico-stratégiques ont permis à la Chine de se hisser à un niveau intermédiaire entre celui des puissances moyennes et des grandes puissances. C'est sans doute ce progrès politique qui a permis

à Deng Xiaoping de lancer sans craindre pour l'indépendance du pays un programme de modernisation et d'ouverture qui impliquait la reconnaissance de la supériorité de l'autre : le premier moment de la modernisation, c'est la reconnaissance du fait que la modernité est ailleurs. Un autre apport de Deng, peut être le plus important, aura été de concevoir et mettre en pratique un remarquable système de contrôle de l'ouverture qui combine la surveillance, la prédation et, si nécessaire, la répression. C'est l'efficacité de ce système qui a convaincu l'appareil denguiste qu'il n'y avait pas de danger à concevoir la modernisation et l'ouverture comme une politique de long terme. Dès lors, tous les acteurs sociaux chinois étaient encouragés à construire de véritables stratégies d'accès à la fortune et au marché mondial. Cette dimension du temps – dans la mesure où le temps conditionne la confiance – est un des arguments les plus forts de ceux qui pensent qu'à force d'erreurs et d'approximations la Chine réussira à déclencher un processus autochtone de modernisation.

#### TENTATION ET DANGER DE L'ÉTRANGER

Les pessimistes répondront d'abord que la durée de la politique de modernisation devra être confirmée par les successeurs de Deng Xiaoping. La décision est probable, mais l'éventualité de troubles ne peut être écartée. Surtout, le besoin est aussi que ladite politique soit « internalisée ». Tout se passe en effet, aujourd'hui, comme si la modernité restait un modèle fondamentalement extérieur à la Chine. D'abord, parce qu'il reste mal connu, à cause des obstacles de tous ordres qui s'opposent encore aux traductions, aux voyages, à l'apprentissage. Ensuite, parce que le statut de ceux que l'on pourrait appeler les entrepreneurs de modernisation – intellectuels ou hommes d'affaires – n'est pas clair : ils sont tantôt encouragés, tantôt mis à l'écart, mais toujours contrôlés. Enfin et surtout, parce que le pouvoir conserve une méfiance fondamentale à l'égard de sa propre politique : il veut la modernisation, il admet aussi qu'elle appelle des réformes et l'ouverture, mais il entend filtrer leurs effets sociaux et, plus encore, politiques. En elle-même, cette ambiguïté n'est guère originale. On la retrouve, plus ou moins accentuée et publique, dans de nombreux milieux gouvernementaux du tiers-monde et en particulier d'Asie. Le problème vient de ce que la Chine s'en accommode moins aisément que d'autres. Pour un ancien Empire passé aux mains d'un communisme sur le déclin, le fait que la modernité soit étrangère conduit à une dualité politique à la fois nécessaire et

pénible : il faut respecter cette modernité, et en même temps la nier afin de ne pas perdre pied. Pour sa population longtemps sevrée de tout mais fière d'elle-même, la modernité étrangère est aussi perçue comme un attrait et une menace.

L'un des principaux problèmes de la Chine d'aujourd'hui est donc probablement que ses élites n'ont pas encore entrepris un effort de sinisation du capitalisme comparable à la sinisation du communisme que Mao Zedong avait à tort crue possible, mais qu'elles ne peuvent pas non plus se résoudre complètement à une logique d'apprentissage. Ce que la Chine doit entreprendre d'urgence est l'équivalent de cet apprentissage à la fois modeste et maîtrisé que le Japon d'après Meiji a réussi. En attendant, la Chine restera dans une situation transitoire dangereuse pour sa position extérieure et son équilibre interne. Dans ses rapports avec un Occident qu'il est encore contraint de considérer comme le maître de la modernité, le gouvernement chinois est inévitablement tenté par deux attitudes contradictoires. La première consiste à intégrer chaque année plus complètement l'économie, la société et la politique chinoises au monde d'après la guerre froide. Mais d'autre part la Chine ne peut admettre que celui-ci reste en dernière analyse régi par des codes qu'elle n'a pas rédigés et surveillé par une grande puissance impériale, les États-Unis.

19

Cette contradiction ne se limite pas aux milieux dirigeants mais traverse l'ensemble du pays. Pendant que de nombreuses entreprises commercent le plus normalement du monde avec leurs partenaires étrangers, d'autres, appuyées sur leurs protections politiques, s'emploient au piratage et à la contrefaçon : l'Organisation mondiale du commerce (OMC) reproche à la Chine de n'obéir aux lois du commerce international que lorsque celles-ci lui conviennent. L'armée chinoise est engagée dans des relations officielles avec les états-majors des plus grands pays du monde pendant que les sociétés plus ou moins officieuses qui prolifèrent sur ses marges se livrent à une contrebande massive avec les États « brigands » que la société mondiale « officielle » réprouve – Birmanie, Pakistan, Iran, Irak, Syrie, Libye, Algérie...

Cette contradiction accentue aussi le trouble qui travaille l'ensemble de la société. Elle accroît le fossé entre les acteurs qui privi-  
légient le lien avec le marché mondial et ceux qui entendent avant tout le limiter. Ces acteurs sont politiques, mais aussi administratifs, écono-

miques et sociaux, et ils se définissent de plus en plus en termes géographiques. Le pays tout entier est traversé de mouvements centrifuges et centripètes qui rendent le contrôle de Pékin à la fois indispensable et difficile. Cette tension rend nécessaires des alliances et des compromis. Ceux-ci ne sont pas impraticables comme le montre l'alliance « géopolitique » entre Pékin et Shanghai constituée au lendemain des événements du printemps 1989 et entretenue par Jiang Zemin, alliance qui s'est montrée viable dans un climat structuré par une autorité politique forte et par une croissance économique très rapide.

20 Ces deux conditions ont permis de maintenir sous contrôle les tensions entre les acteurs sociaux (surtout dans les milieux citadins) qui vivent sous l'influence de l'étranger et ceux (surtout dans les zones éloignées ou dans les branches économiquement défavorisées) qui le rendent responsable de leurs difficultés. Mais ces conditions ne sont pas éternelles. Si pour une raison ou une autre le climat général venait à se dégrader, les différents échelons du pouvoir devraient faire face à une montée des extrêmes tant dans l'appareil que dans la société : occidentalophilie contre xénophobie, mercantilisme contre nationalisme. Il est significatif que, depuis quelques années, la propagande officielle ait de plus en plus eu recours au registre du patriotisme. Aussi longtemps donc que la Chine n'aura pas « sinisé » sa modernisation, son rapport au monde restera malaisé, et ce malaise rejallira sur son équilibre interne.

Cette inquiétude n'est certes pas plus fatale que celles que nous avons énoncées précédemment. La Chine est engagée dans une transition nécessairement incertaine hors de la terreur et de la misère. Cette transition est réellement amorcée. A cette première bonne nouvelle, il faut en ajouter une seconde : en Chine et à l'étranger nombreux sont ceux qui entendent la faciliter. Mais ceux-là ne doivent pas pour autant ignorer l'ampleur des obstacles et des incertitudes qui subsistent. Le pire n'est plus probable. Mais il reste possible.

## R É S U M É

---

*La transition politique qui s'amorce en Chine est imprévisible. Mais il est impossible d'exclure l'hypothèse du chaos, qui obsède les dirigeants chinois eux-mêmes, à cause de la fragmentation de la société, parce que le pays n'est pas solidement arrivé à un processus de modernisation, et que l'étranger reste une tentation dangereuse.*